



Bake
prozesua
indartzeko
Foro
Soziala

Foro
Social
para impulsar
el proceso
de Paz

Social
Forum
to promote the
Peace
process

Synthèse et Conclusions issues du Forum Social

Gernika, 30 janvier 2016

Synthèse du Forum Social organisé à Gernika

Le 30 janvier, jour anniversaire de la mort de Gandhi, le Forum social pour la paix s'est retrouvé à Guernica non sans avoir souligné toute la symbolique attachée à ce lieu en présence des experts conviés à s'y exprimer. Les intervenants ont rappelé qu'au moment où l'Ouest de l'Europe essaie éperdument de trouver une issue au radicalisme violent « le dernier conflit armé qui y perdure » devrait voir son désarmement reconnu et mériterait d'un soutien plus large non seulement de la part des institutions européennes mais aussi en particulier, de la part de l'Etat espagnol.

Chaque processus de paix a ses propres spécificités ont rappelé les intervenants, chaque processus « doit trouver son propre chemin, sans copier qui que ce soit ». Pour cela il est nécessaire d'avoir une idée claire de la fin de conflit, une fin en soi qui exige un énorme travail. Les experts ont insisté sur le fait que dans le même temps le processus basque peut beaucoup apporter au niveau international, il peut être un exemple intéressant, riche d'enseignements pour d'autres processus.

Comme l'a indiqué Véronique Dudouet le désarmement ne devrait jamais être considéré comme une reddition devant l'ennemi ni être lié à des accords secrets. Les mécanismes de désarmement sont puissants qui permettent de passer d'une confrontation armée à une issue pacifiée. Ceci relève en droit fil d'un processus de « dépolitisation de la démilitarisation ».

Tous les intervenants ont souligné le rôle important de la société civile, aux côtés des parties impliquées et des organismes internationaux, sachant que son rôle est pluriel : informer, aider, témoigner, encourager et renforcer, exercer de multiples pressions pour créer des espaces de rencontre ». La clef de sortie de conflit ont-t-ils tous souligné doit être trouvée « ici » et « par vous-mêmes » soit par la société basque, c'est-à-dire la société civile, les partis politiques et les institutions.

Interventions lors de la première table ronde

Témoignage. Carlos Alberto Socha (processus de paix Colombien, conseiller participant aux négociations de La Havane).

« La société civile doit devenir garante des mécanismes mis en place et de l'irréversibilité du processus... »

Carlos Alberto Ruiz Socha rappelle que le point de départ décisif des pourparlers de paix Etat/FARC (Forces Armées Révolutionnaires Colombiennes) fut la reconnaissance par l'actuel président de la République Santos, de l'existence du conflit armé que l'Etat niait farouchement jusque-là. Suivirent de février à août 2012 des conversations secrètes qui débouchèrent sur la publication d'un calendrier en vue de « la fin du conflit et la construction d'une paix durable ». A ce jour les plus grandes avancées concernent quatre questions majeures: l'organisation agraire, la participation politique, les drogues illicites et les victimes. Un dernier point très épineux touchant en effet à la vérité, à la justice, aux responsabilités pour « crimes graves » (certains pour « crimes contre l'humanité »), aux réparations. Ce point a néanmoins fait l'objet d'un accord conclu en 2014.

Autre question abordée, la « fin du conflit », thème délicat puisque il doit aller de pair avec la mise en place d'un cessez-le-feu bilatéral définitif (les FARC ont proclamé un cessez-le-feu unilatéral en 2014 vérifié notamment par un « front pour la paix » populaire) , de même qu'avec le désarmement , le regroupement des troupes FARC et la réincorporation de la guérilla dans la vie civile, le statut juridique des prisonniers (1300 côté FARC, sauf exception encore assimilés à des terroristes). Reste aussi l'éradication de la violence d'Etat et des groupes paramilitaires (la « guerre sale ») point où dit-il, l'essentiel reste à faire. Des gestes de « désescalade » se sont néanmoins produits, une vingtaine côté FARC alors que le gouvernement mettait un terme aux bombardements anti-FARC. L'ONU et la CELA (communauté des Etats d'Amérique latine et de la Caraïbe) se sont engagées à tenir le rôle de vérificateurs.

Selon Carlos Socha « la société civile plurielle doit s'impliquer, devenir garante des mécanismes mis en place et prendre la relève ». Il y voit un « gage d'irréversibilité du processus », ce qui selon lui pourrait aussi être le cas au Pays Basque. Il ajoute que le gouvernement colombien doit par ailleurs et sans tarder, rendre publics ses pourparlers secrets avec l'ELN (Armée de Libération Nationale, autre mouvement révolutionnaire actif), en vue d'un accord trilatéral Etat/FARC/ELN, sans quoi il n'y aura pas de paix durable irréversible.

Alberto Spektorowsky. Membre de l'ICG, International Contact Group.

Un processus de paix ouvert doit déboucher sur une fin « heureuse » estime Alberto Spektorowsky. Pour y parvenir, le travail à accomplir dans ce sens est rude ajoute-t-il. Lorsque des politiques s'engagent dans un tel processus, ils engagent leur avenir politique : les leaders risquent de subir des pressions destinées à les en détourner, mais ils doivent avoir l'audace et la fermeté nécessaires pour y résister. La justice transitionnelle est nécessaire au dire du membre de l'ICG, afin de travailler dans le cadre des droits de l'homme, la résolution de la question des prisonniers politiques, en particulier dans une situation de dispersion politique et les cas de prisonniers malades. Ici rappelle-t-il, la violence politique a cessé seulement du fait de l'une des parties, la violence structurelle sévit toujours. L'on ne saurait cependant conseiller de « traiter » cette violence structurelle par la violence.

Au plan politique poursuit le membre de l'ICG il faut s'efforcer de « coloniser » la pensée des autres et créer des espaces de rencontre favorables à la paix. Si l'on compare le processus de paix basque

avec d'autres processus, le fait de pouvoir discuter en l'absence de violence est un plus essentiel même si la violence structurelle perdure. « Vous êtes seuls » ajoute Alberto Alberto Spektorowsky au dire duquel « il ne faut pas trop faire confiance à la communauté internationale ». A ses yeux c'est ici même, de l'intérieur, que le problème doit être résolu.

Interventions lors de la deuxième table ronde

Véronique Dudouet. Membre de la Fondation Berghof.

Selon Véronique Dudouet la voie retenue par le Forum pour la paix afin de contribuer à la solution du conflit armé existant entre les Etats espagnol et français, est « hautement symbolique ». La formule lui paraît vraiment proactive et porteuse de nouveautés en dépit de la répression sans fin de l'Etat espagnol et de son refus de coopération. Bien que tous les conflits soient de nature spécifique, l'examen des racines et des aléas propres à d'autres conflits précise l'observatrice, met en relief l'existence de cinq points clefs dans les processus de désarmement:

- La transparence nécessaire afin de susciter une confiance mutuelle basée sur une information crédible.
- Les mesures de protection et de sécurité nécessaires aux parties en présence, afin que le désarmement se déroule sans risques.
- Les cautions politiques et les volontés politiques. Un désarmement n'est pas un exercice simplement technique, il est de nature politique. C'est une opération de « démilitarisation politique » car les groupes armés demandeurs de changements de type politique et social, affirment leur volonté et leur engagement d'y parvenir de façon exclusivement pacifique. En contrepartie, pour que cette décision soit irréversible, l'Etat doit s'engager à prendre à bras le corps les racines du conflit.
- La vérification et le contrôle requièrent l'intervention d'un tiers impartial et indépendant.
- L'appropriation. Les processus de désarmements sont d'autant plus efficaces qu'ils découlent d'une décision volontaire des groupes armés. Dans ces cas-là, la société civile joue un rôle pluriel : informer, soutenir, témoigner, faire pression en tous sens afin de créer des espaces de dialogues sur la base des principes et recommandations retenus.

Véronique Dudouet rappelle qu'en « en aucun cas un désarmement ne saurait être assimilé à une reddition de l'ennemi, ni répondre à des accords secrets ». « Un désarmement demande au contraire la mise en route de puissants mécanismes permettant de passer d'une confrontation armée à une issue pacifique » ajoute la représentante de la Fondation Berghof. Et d'ajouter : « Alors que l'Europe de l'Ouest essaie éperdument de trouver des solutions au phénomène radicalisme/extrémisme, le dernier conflit armé existant sur son propre territoire mériterait une reconnaissance et une prise en compte plus large de la part des institutions européennes et du gouvernement espagnol ».

Témoignage. Kristian Herbolzeimer (responsable des projets colombiens de l'ONG Conciliation Resources).

« Au Pays Basque la société civile doit nouer des dialogues difficiles, rompre les barrières, faire des propositions... » Kristian Herbolzeimer souligne qu'aucun processus n'a été complètement abouti ces dernières années, ni même en Afrique du Sud. Ni même en Irlande 17 ans après la signature de l'accord dit du Vendredi Saint. Le dernier en date a été signé aux Philippines en 2014 après 17 ans de négociations entre les guerrilleros de l'île de Mindanao et l'Etat. Le processus colombien devenu à ses yeux un véritable « phare d'espérance », devrait être le prochain.

Que nous disent ces deux processus ? En deux mots que la société civile doit oser s'imposer. Exemple aux Philippines où la guerrilla favorable à l'autodétermination fut vaincue en quatre mois par une Armée ayant finalement acquis la certitude que « la solution devait être politique ». La population déplacée par des années de violence est ainsi parvenue, de son propre chef, à créer des mécanismes de vérification avant d'être reconnue et intégrée dans la structure formelle chargée du suivi du cessez-le-feu. Aujourd'hui la société civile figure dans le Conseil de transition, établi aux termes de l'accord de paix de 2014. Côté colombien le futur cessez-le-feu bilatéral (FARC-Etat) signé, il est prévu que la construction de la paix se fasse avec la société civile.

Kristian Herbolzheimer rappelle qu'il faut en fait distinguer négociation et processus de paix. Il évoque le travail réalisé à La Havane sur le rôle des victimes « placées à l'épicentre des négociations » (cinq délégations de victimes y ont été invitées), sur l'impunité, la justice transitionnelle, la mémoire. Il note que les FARC elles-mêmes ont convié la société civile à participer à la vérification de leur cessez-le-feu unilatéral. Et souligne que « la guerre de même que le modèle classique de négociation ont leurs limites car tous les processus s'avèrent plus politiques que techniques ». Dans un cas de paralysie tel que celui vécu au Pays Basque, la société civile ajoute l'expert doit « suppléer aux manques d'avancées formelles, rompre les barrières, nouer des dialogues difficiles et faire des propositions afin d'être reconnue par les diverses parties ». « Les référents internationaux sont utiles mais chacun doit trouver sa propre méthode » conclut Kristian Herbolzheimer.

Brian Currin. Responsable de l'ICG, International Contact Group.

L'intervention de Brian Currin démarre sur une observation paradoxale : si l'on considère que l'absence de violence est la clef d'un processus de paix, le processus basque devrait être considéré comme une réussite, il est pourtant vu comme un échec. Un échec parce-que l'Etat espagnol refuse de se dire concerné et une réussite car ETA a décrété la fin de la violence de façon unilatérale. Dans ce contexte de paralysie Brian Currin pose une question cruciale : comment faire en sorte que le processus ne soit plus l'otage du gouvernement espagnol ?

Deux alternatives possibles : attendre ou bien faire en sorte que la société civile basque trouve la clef susceptible de « libérer » le processus de paix. Y parvenir suppose pour le Forum pour la paix et la société civile la construction et le maintien d'un environnement porteur. Selon le responsable de l'ICG, trois acteurs majeurs peuvent y contribuer, le Pays Basque, la société civile elle-même et les institutions politiques, à condition qu'ils dépassent leur fragmentation actuelle et leurs opinions divergentes. Selon Brian Currin dès lors que le gouvernement basque, les partis politiques et les institutions auront été amenés à travailler ensemble, « l'Etat espagnol n'aura pas d'autre possibilité que de s'impliquer dans le processus de paix ».

Conclusions issues du 3ème Forum Social organisé à Gernika

Ratification des recommandations du Forum social

Le forum social ratifie les recommandations présentées le 27 mai 2013 concernant la nécessité de planifier, mettre en œuvre et de mener à bien un processus de démantèlement et de désarmement. Ces recommandations étaient:

- Afin de garantir la sécurité de tou-te-s les citoyen-ne-s, et parce que le désarmement constitue une partie essentielle du processus de paix, nous recommandons la planification d'un processus contrôlé, réglementé et consensuel qui se terminera avec le démantèlement des armes et des structures militaires d'ETA.
- Nous recommandons que ce processus, à mettre en œuvre dans un délai raisonnable, intègre dès sa planification la participation et la collaboration d'organismes facilitateurs internationaux indépendants, afin de fournir, tant aux Etats et à leurs institutions qu'à la société en général, des garanties de sécurité quant à son déroulement.

Le chemin parcouru et le contexte actuel

Le Forum social tient compte:

- de la Déclaration de Bayonne (24/10/2014) qui souligne la nécessité d'un accord entre le gouvernement français et ETA, sous contrôle international, pour définir et mettre en place les conditions et les procédures de désarmement et de démantèlement des infrastructures d'ETA en France
- de la Déclaration de Paris (11/06/2015) qui incite les gouvernements français et espagnol à s'impliquer de manière effective dans la résolution du conflit au Pays Basque, au nom des intérêts des différentes nations concernées.
- de la proposition effectuée par le Gouvernement Basque (21/12/2014) d'une méthode pour un désarmement rapide, viable et effectif basé sur un geste unilatéral d'ETA envers la société basque, avec l'appui de la société basque, de la communauté internationale et des institutions.

Le Forum social prend en compte les déclarations récentes de David Pla, désigné par l'organisation ETA comme son représentant dans le cadre de la résolution du conflit qui, lors d'une interview (15/12/2015), a manifesté la volonté de mener à bien le processus d'inventorisation et de mise sous scellé et ce, le plus tôt possible. De la même manière, nous prenons en considération la confirmation, dans cette même interview, de la volonté d'ETA de travailler de manière concertée avec les acteurs institutionnels, politiques et sociaux du Pays Basque à l'élaboration d'un modèle de désarmement. En outre, nous tenons compte du communiqué d'ETA datant du 19 juillet 2014 qui confirme le démantèlement des structures logistiques et opérationnelles liées à ce qu'ETA nomme « l'activité » de la lutte armée.

Conclusions

Le Forum social salue le travail effectué jusqu'à présent par la Commission Internationale de Vérification et l'encourage, dans le cadre du processus de mise sous scellé et de démantèlement des armes, des munitions et des explosifs d'ETA, à continuer et à aller jusqu'au bout de son travail d'inventorisation et de vérification. Ceci est une étape préalable qui doit mener le plus tôt possible à un désarmement complet, incluant la destruction de l'arsenal d'ETA.

Le Forum social confirme la nécessité de mener à bien un processus de destruction et de désarmement répondant aux critères suivants :

- garantie de sécurité envers les citoyen-ne-s,
- contrôle des armes et des explosifs jusqu'au terme du processus,
- transparence, dans la mesure du possible, en informant les citoyen-ne-s des avancées réalisées,
- durée du processus s'inscrivant dans le cadre d'un calendrier concerté, pour éviter qu'il ne s'étende au-delà du nécessaire,
- environnement sécurisé pour les parties impliquées,
- légitimité des acteurs impliqués par le biais d'un mandat clair,
- adhésion et détermination des parties directement concernées,
- supervision internationale permettant la neutralité dans l'avancée du processus
- participation de la société civile concernée

En ce sens, nous appelons les Etats français et espagnol à faciliter le travail de destruction des armes, des munitions et des explosifs ou, du moins, à ne pas lui faire obstacle.

Le forum social considère que le processus de destruction de l'armement requiert une commission de Supervision ou de Vérification constituée sur le modèle de la Commission de Vérification Internationale -CIV, (étant donné que son mandat officiel consiste en la vérification d'un processus unilatéral de mise sous scellé et hors d'usage des armes, munitions et explosifs) et soutenue par les institutions basques, la société civile ainsi que la communauté internationale. Il est nécessaire que ce processus garantisse la sécurité de la société civile, des Etats et de la communauté internationale selon les initiatives suivantes :

- Mettre en place des outils de liaison entre les parlements d'Euskadi et de Navarre et la Commission de Supervision ou Vérification, afin de procéder à un suivi du processus de désarmement et de destruction des armes et des munitions. Il faudrait également créer une commission constituée selon les mêmes caractéristiques avec les élu-e-s du Pays Basque Nord.
- Mettre en place des outils similaires par le Gouvernement Basque et celui de Navarre. En tenant compte des pouvoirs que ces autonomies ont en matière de sécurité et d'ordre public, il serait approprié qu'il y ait dans les juridictions citées des outils de vérification du processus de désarmement dans sa totalité.
- Mettre en place un espace de rencontres et de mise en relation entre les parties citées ci-avant et la société civile organisée. Ce Forum social et les organisations qui le composent se montrent disposés à coopérer avec la CIV, les institutions et les différents acteurs impliqués.
- Informer et traiter du processus de désarmement et de destruction des armes avec les instances européennes et internationales, dans la mesure où un tel processus représente un espoir pour l'ensemble des citoyen.e.s européen.ne.s.

Donostia-San Sebastian,
26 février 2016